

## ANALYSE DE LA PRESSE

Décembre 2012

1. A la une : Le luxe français cible le marché turc
2. Dossier du mois : Syrie
3. Economie
4. International
5. Turquie
6. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Décembre 2012)



**redefining** / standards

MECENE DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

## 1. A la une : Le luxe français cible le marché turc

« Après la Chine, le Brésil, l'Inde et la Russie, les maisons du Comité Colbert, qui regroupent 75 entreprises françaises du luxe, ciblent maintenant la Turquie, identifiée comme un nouveau relais de croissance avec les autres pays appelés "Civets (Colombie, Indonésie, Vietnam, Egypte, Turquie et Afrique du Sud). » (*Les Echos, Reuters, 11/12/2012*)

« Certes, ce pays n'a contribué qu'à 2 % du chiffre d'affaires des membres de l'association, qui s'élevait à 31 milliards d'euros en 2011, mais cette part est en forte progression et la Turquie attire depuis deux ans de nombreux hommes d'affaires du Golfe et de l'ex-URSS », a justifié la déléguée générale du comité, Élisabeth Ponsolle des Portes, lors d'un petit-déjeuner de presse, le 11 décembre, au Musée Nissim de Camondo, à Paris. (*Iemoci, 12/12/2012*)

"Si l'économie turque signe de forts taux de progression depuis une dizaine d'années, le rythme s'est accéléré pour les marques françaises depuis 2 ou 3 ans. Car Istanbul est devenue une métropole régionale drainant la riche clientèle des pays du Golfe et des pays du Caucase (Arménie, Kazakhstan, Ouzbékistan)." (*France.tv.fr, culturebox, 12/12/2012*)



(Élisabeth Ponsolle des Portes,  
Conférence de presse du Comité Colbert,  
Musée Nissim de Camondo. Paris. 11/12/2012)

« Le développement du luxe français en Turquie reste cependant entravé par d'importantes barrières tarifaires, même si ces dernières sont très inférieures à celles imposées au Brésil ou en Inde. Les produits de luxe sont soumis à une taxe spéciale de 20%, à laquelle s'ajoute une TVA pouvant atteindre elle aussi 20%. Le cuir subit une surtaxe de 20% tandis que les produits alimentaires sont encore plus fortement touchés, comme le champagne, frappé d'une taxe atteignant près de 300%. (...) »

Plus de 50 maisons du Comité Colbert sont aujourd'hui présentes à Istanbul, installées le plus souvent en partenariat avec des distributeurs locaux. Certaines griffes profitent d'une prestigieuse vitrine, rue Nisantasi, considérée comme l'avenue Montaigne turque, ou dans le très luxueux centre commercial d'Istinye Park. Deux autres très grands projets de "mall" ouvriront bientôt 2013 sur la rive européenne de la ville et en 2015 côté asiatique.

Si les marques de mode et de maroquinerie comme Louis Vuitton (groupe LVMH), Dior ou Chanel constituent le gros des ventes des griffes françaises dans le pays, la clientèle turque se révèle aussi très friande d'objets d'arts de la table ou de linge de maison.

La maison Christofle, qui a signé toute l'orfèvrerie du légendaire Pera Palace, construit à la fin du 19e siècle, reste perçue comme la marque de référence du luxe français. Le palais présidentiel de Dolmabahce renferme la plus grande collection de cristal de Baccarat au monde, tandis que celui de Topkapi a les plus belles porcelaines de Sèvres, héritées du goût des Ottomans pour la vaisselle raffinée. » (*Les Echos, Reuters, 11/12/2012*)

« Au total, 25 présidents des maisons prestigieuses de luxe de l'Hexagone feront le déplacement, ce qui leur permettra d'affiner leur connaissance du marché et de rencontrer leurs distributeurs », se félicite Élisabeth Ponsolle des Portes. Nicole Bricq accompagnera la délégation des patrons. La ministre du Commerce extérieur pourra ainsi aborder les dossiers qui fâchent, comme l'accès au marché et le respect de la propriété intellectuelle. » (*Iemoci, 12/12/2012*)

Le Comité Colbert sera le mécène de l'exposition "Modernité. Perspectives de Turquie et de France" sur les artistes des scènes des deux pays. Elle se tiendra du 16 janvier au 16 mai 2013. (*Francetv.fr, culturebox, 12/12/2012*)

### Modernité? Perspectives de Turquie et de France

16 Janvier – 16 Mai, 2013

### ISTANBUL MODERN

Exhibition Sponsor



Modernité? Perspectives de Turquie et de France explore l'impact de la modernité sur l'art contemporain.

L'exposition aborde le phénomène de la modernité et la relation des artistes aux projets toujours vivaces de modernité.

Les œuvres présentées dans l'exposition traitent des dynamiques de la vie moderne à la fois critiquées et perçues comme un champ de possibilités infinies par l'art contemporain. Nous vivons une époque où la globalisation apporte des relations différentes, profondes, et complexes et où l'emploi des medias sociaux et des nouvelles technologies créent des structures enchevêtrées. Modernité? Perspectives de Turquie et de France tente de rappeler comment, dans le monde actuel relativement omnidirectionnel, les résidus laissés par la modernité resurgissent sans cesse sous de nouvelles formes et influencent toujours nos vies.

Réunissant des artistes de Turquie et de France – un exemple de modernisation pour la Turquie – l'exposition ouvre le débat sur la manière dont les vestiges de modernité peuvent transformer le présent et l'avenir.

Artistes: Nevin Aladağ, Fikret Atay, Kader Attia, Ayşe Erkmen, Cyprien Gaillard, Thomas Hirschhorn, Pierre Huyghe, Chris Marker, Sarkis, Hale Tenger, Nasan Tur

Commissaires : Çelenk Bafra, Levent Çalıkoğlu

[www.istanbulmodern.org](http://www.istanbulmodern.org)

\*\*\*\*

### Festival Colbert Istanbul 2013

Programme : [www.comitecolbert.com/festival-colbert.html](http://www.comitecolbert.com/festival-colbert.html)



## 2. Dossier du mois : Syrie

### La citation du mois

« Nous soutenons la Turquie dans un esprit de grande solidarité. (...) A celui qui voudrait attaquer la Turquie, nous lui disons: "n'envisagez même pas cette idée!"... »

Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'OTAN  
(Challenges, Sipa-AP, 4/12/2012)

### La Turquie envoie des avions de chasse près de la Syrie

« La Turquie a déployé [le 3 décembre] des avions de chasse le long de sa frontière avec la Syrie après la chute d'obus sur son territoire dans le cadre de bombardements de l'armée syrienne sur des positions rebelles, a-t-on appris de sources proches des services de sécurité turcs.

Des F-16 ont décollé de la base de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, après les raids de l'aviation syrienne sur le QG de l'Armée syrienne libre (ASL) à Ras al Aïn, ville de Syrie dont les insurgés se sont emparés en novembre. » (Challenges, 03/12/2012)

### Le déploiement des missiles Patriot en Turquie

Suite à la multiplication des tirs d'obus syriens dans sa région frontalière, la Turquie avait demandé à ses partenaires de l'Otan de déployer des missiles Patriot dans la zone. La requête de la Turquie, qui souhaite ainsi se prémunir d'éventuelles attaques syriennes a été soutenue par la communauté internationale.

« L'Otan a officiellement approuvé, [le 4 décembre à Bruxelles] le déploiement de systèmes de défense antiaérienne Patriot en Turquie afin de protéger ce pays d'éventuels tirs de missiles depuis la Syrie, en raison notamment des risques d'une utilisation d'armes chimiques par Damas. Le déploiement sera effectué par les trois pays de l'Otan possédant ce système - Allemagne, Pays-Bas et Etats-Unis. (Les Echos, 5/12/2012)



Photo: AP

« La réunion de Bruxelles, tenue au lendemain de révélations sur l'éventuelle préparation d'armes chimiques par le régime de Damas, a été l'occasion d'insister sur "l'urgence" de protéger le partenaire turc. (...) La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, le 3 décembre à Prague, « qui devait effectuer ensuite sa dernière visite à l'OTAN, avait clairement averti le président Bachar Al-Assad et évoqué une éventuelle "action" au cas où son régime se risquerait à franchir la "ligne rouge". » (Le Monde, Jean-Pierre Stroobants, 5/11/2012) « Le président américain Barack Obama a averti Damas, [le 3 décembre] que "le recours à des armes chimiques serait totalement inacceptable". L'adjectif a été repris par plusieurs ministres réunis à Bruxelles [le 4 décembre], dont l'Allemand Guido Westerwelle, le Français Laurent Fabius et le Britannique William Hague. [Le secrétaire général de l'OTAN] Anders Fogh Rasmussen a prévenu que le régime de Bachar Al-Assad serait confronté à "une réaction immédiate de la communauté internationale" s'il utilisait des armes chimiques. » (Le Monde.fr, 04/12/2012)

« Les ministres réunis à Bruxelles ont insisté sur le caractère "totalement défensif" des Patriot qui seront déployés en Turquie. » (Le Point.fr, AFP, 4/12/2012). « Il s'agit, selon le communiqué des ministres des affaires étrangères, de "renforcer les capacités de défense aérienne de la Turquie afin d'assurer la défense de sa population, de son territoire et de contribuer à la désescalade de la crise". » (Le Monde, Jean-Pierre Stroobants, 5/11/2012) Hillary Clinton a toutefois souligné que la décision de l'OTAN « est un message clair adressé à la Syrie ». « Même si le but de ce déploiement est uniquement défensif, il s'agit

d'une résolution des Etats-Unis et de leurs alliés pour défendre la Turquie et c'est ainsi que Damas doit l'interpréter. » a-t-elle précisé. (*Challenges, Sipa-AP, 5/12/2012*)

La décision de l'OTAN a été saluée par Ankara: « cette décision est importante, car elle démontre et confirme à nouveau l'application pratique de la solidarité et de l'unité entre alliés » ; « les engins "ne seront en aucun cas utilisés pour des opérations offensives, ce système ayant uniquement pour vocation la défense du territoire turc". » a affirmé dans un communiqué le ministère turc des Affaires étrangères. (*Le Point.fr, Reuters, 4/12/2012, Le Monde.fr, 04/12/2012*)

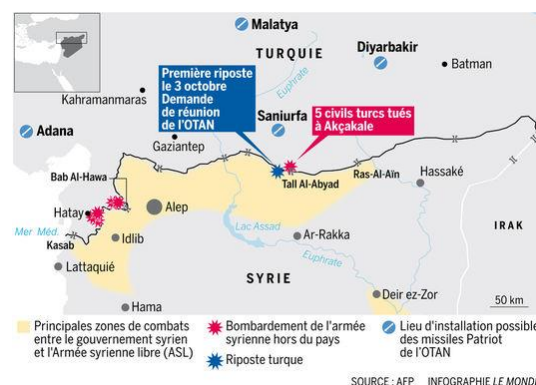
« La Syrie, la Russie et l'Iran ont de leur côté critiqué la décision, uniquement défensive selon l'Otan et l'ont accusé d'aggraver l'instabilité de la région. » (*Le Point.fr, Reuters, 4/12/2012*)

La Russie, qui condamne, par principe, toute intervention étrangère en Syrie, avait considéré cette opération comme "un pas évident dans l'implication de l'Otan dans le conflit syrien" et qu'elle menace d'"aggraver la situation régionale" ainsi que sa propre sécurité. (*Le Figaro, Pierre Avril, 03/12/2012*)

« Le déploiement de missiles antimissile Patriot en Turquie préparerait le terrain à une "guerre mondiale", a mis en garde le chef d'état-major de l'armée iranienne cité [le 15 décembre] par l'agence de presse iranienne Isna. "Chacun de ces Patriot est une marque noire sur la carte du monde et vise à provoquer une guerre mondiale", a déclaré le général Hassan Firouzabadi. » (*Le Figaro.fr, Reuters, 15/12/2012*). Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad a annulé sa visite en Turquie qui devrait avoir lieu le 17 décembre dans le cadre la grande cérémonie Seb-i Arus à Konya. (*Le Monde, Guillaume Perrier, 19/12/2012*)

En réponse aux critiques de l'Iran, le ministre turc des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu a appelé Téhéran « à "envoyer des messages clairs" au régime de Damas pour le pousser à mettre fin aux violences contre sa population. » (*Le Monde, 20/12/2012*)

Suite à la décision de l'OTAN, il revenait « aux trois pays possédant des Patriot – Etats-Unis, Allemagne et Pays-Bas – de décider du nombre de batteries, de la date et de la durée de leur déploiement. En raison des délais nécessaires, liés notamment à l'approbation parlementaire en Allemagne, les Patriot devraient être opérationnels au cours du premier trimestre 2013, a souligné un diplomate. » (*Le Monde.fr, 04/12/2012*) « Les missiles devraient être installés à proximité des villes de Malatya, Diyarbakir, Adana et Urfa. » (*Le Monde, Jean-Pierre Stroobants, 5/11/2012*)



« Le gouvernement allemand a accepté, [le 6 décembre], d'envoyer des missiles Patriot et des soldats en Turquie afin de protéger le pays d'une éventuelle attaque par des missiles syriens, a indiqué une source gouvernementale à Reuters. » (*Le figaro.fr, Reuters, 06/12/2012*)

« Les Pays-Bas ont décidé [le 7 décembre] d'envoyer "à court terme" en Turquie à la frontière syrienne deux batteries de missiles Patriot accompagnés de 360 soldats au maximum pour les opérer, a rapporté l'agence de presse néerlandaise ANP, citant le ministre néerlandais des Affaires étrangères Frans Timmermans. L'endroit précis du déploiement de ces batteries doit encore être déterminé en concertation avec Ankara, mais également avec les Etats-Unis et l'Allemagne, les deux autres membres de l'Otan disposant de tels missiles, a rapporté la même source. (*Le Figaro.fr, AFP, 07/12/2012*) « Les missiles Patriot néerlandais devraient arriver en Turquie vers la mi-janvier, a déclaré la ministre néerlandaise de la Défense Jeanine Hennis à l'agence de presse Novum. » (*Le Parisien.fr, AFP, 07/12/2012*)

« Le secrétaire américain à la Défense Leon Panetta a signé [le 14 décembre] l'ordre de déploiement de deux batteries de missiles sol-air Patriot et de 400 militaires américains en Turquie pour la protéger



d'éventuels tirs de missiles en provenance de Syrie. L'ordre a été signé par Leon Panetta peu avant son arrivée sur la base aérienne turque d'Incirlik, pour une visite qui n'avait pas été annoncée au préalable, dans le cadre d'une tournée qui a conduit le chef du Pentagone en Afghanistan et au Koweït. » (*Challenges, Reuters, 14/12/2012*)

« L'Otan a salué (...) la décision des États-Unis de déployer deux batteries de missiles Patriot en Turquie pour renforcer les défenses de ce pays voisin de la Syrie. "Nous saluons la contribution des États-Unis sous la forme de deux batteries de missiles Patriot", a déclaré la porte-parole de l'Alliance atlantique, Oana Lungescu. "Nous saluons aussi l'intention de l'Allemagne et des Pays-Bas de fournir deux batteries chacun", a-t-elle [la porte-parole de l'Alliance atlantique, Oana Lungescu] ajouté, en y voyant le signe d'un "engagement fort à la solidarité et la sécurité de l'Alliance". » (*Le Point.fr, AFP, 14/12/2012*)

« Le missile Patriot est fabriqué par la société américaine Lockheed. La dernière génération de cet armement – PAC 3 – peut atteindre 5 000 km/h. Les Patriot sont regroupés en batteries et lancés à partir de camions. En Turquie, ils devraient être placés en retrait de la frontière avec le Syrie. Ils ne pourront toutefois couvrir l'intégralité de celle-ci, qui fait 800 km de long. Arme dite de "défense de point", le missile a un rayon d'action qui ne dépasse pas quelque 25 km. Il appartiendra à Washington, Berlin et La Haye de déterminer l'ampleur du déploiement et sa durée. » (*Le Monde, Jean-Pierre Stroobants, 5/11/2012*)

#### « La Turquie appelle les Arabes à coopérer pour résoudre les conflits régionaux »

« Le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu a appelé [le 1<sup>er</sup> décembre] les pays arabes à unir leurs efforts avec la Turquie pour résoudre les crises régionales, à commencer par la question palestinienne et le conflit syrien, lors d'un forum turco-arabe à Istanbul. "La coopération et la solidarité turco-arabe vont renforcer les efforts pour accélérer la résolution des crises de la région et y établir la paix et la stabilité", a déclaré M. Davutoglu devant les représentants de 21 pays arabes, dont 12 ministres des Affaires étrangères. (...) »

"La communauté internationale ne doit plus permettre qu'un gouvernement israélien qui ne reconnaît pas le droit, mette en danger la paix, la sécurité et la stabilité de la région avec une politique irresponsable et son refus d'un compromis", a affirmé M. Davutoglu. "Le moment est venu d'adresser des réactions fortes aux politiques d'Israël qui ruinent le processus de paix", a-t-il poursuivi. Ses déclarations interviennent alors qu'Israël a annoncé vendredi son intention de construire 3.000 logements dans des colonies, en représailles au vote de l'ONU offrant le statut d'observateur à la Palestine.

Le ministre a également encouragé ses homologues arabes à collaborer pour mettre fin au "massacre du peuple syrien" par le régime de Damas, évoquant un "test pour la conscience non seulement des musulmans et des arabes, mais aussi de l'ensemble de la communauté internationale". » (*Le Parisien, AFP, 01/12/2012*)

#### « L'opposition syrienne réunie en Turquie »

« Des représentants de plusieurs groupes de l'opposition syrienne étaient réunis en secret [le 5 décembre] en Turquie dans l'espoir de resserrer les rangs et asseoir leur crédibilité afin d'obtenir une aide accrue des pays étrangers dans la lutte contre le président Bachar el Assad.

Le but de cette rencontre secrète, sur fond de rivalités et de divisions, est de remanier les instances dirigeantes de l'opposition au régime de Damas, a-t-on précisé de source proche des discussions.

Des groupes de l'opposition anti-Assad ont mis en place le mois dernier à Doha une "Coalition nationale syrienne" qui a été reconnue comme unique représentante légitime du peuple syrien par la France, la Grande-Bretagne, la Turquie et les six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

"L'objectif, c'est de nous permettre de mettre en place une force vraiment unifiée, ce qui nous fait toujours défaut. La priorité, c'est d'avoir une direction structurée que tous les rebelles accepteront de suivre", a dit Oubada al Agha, délégué des "Bataillons Sahaba de Damas".

L'absence à cette réunion en Turquie de représentants de l'influent mouvement islamiste radical Djabhat al Nusra, soupçonné d'être lié à Al Qaïda, risque cependant d'hypothéquer ses résultats. » (*Le Figaro.fr, Reuters, 05/12/2012*)

#### « La diplomatie internationale cherche une issue négociée à la crise syrienne »

« La Turquie vient de mettre en avant un plan de sortie de crise, prévoyant une mise à l'écart de Bachar Al-Assad en février 2013, sans que l'on sache comment. L'idée résulterait d'une rencontre tenue entre Recep Erdogan et Vladimir Poutine à Ankara, au début du mois de décembre. (...) [Par ailleurs,] les contacts entre Américains et Russes semblent s'être intensifiés, après des rencontres à Dublin puis à Genève entre la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, et son homologue russe Sergueï Lavrov. » (*Le Monde, Natalie Nougayrède, 21/12/2012*)

#### Les réfugiés syriens en Turquie

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon s'est rendu en Turquie le 7 décembre pour visiter le camp de réfugiés d'Islahiye (sud-est) qui est « un des nombreux camps ouverts par les autorités turques pour accueillir les plus de 135.000 Syriens officiellement recensés qui ont franchi la frontière pour échapper aux combats qui déchirent leur pays depuis plus de vingt mois. Le patron de l'ONU [s'est exprimée] devant la presse à l'issue de cette visite, avant de rallier la capitale turque Ankara pour des entretiens avec le chef de l'Etat Abdullah Gül, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu. » (*Le Point.fr, AFP, 17/12/2012*)

« Actuellement, il y a 14 camps de réfugiés en Turquie, trois en Irak et trois en Jordanie. Selon les derniers chiffres du HCR, il y a 154.387 réfugiés syriens au Liban, 142.664 en Jordanie, 136.319 en Turquie, 64.449 en Irak et 11.740 en Afrique du Nord. » (*Le Figaro.fr, ADP, 11/12/2012*) Par ailleurs, un nouveau gradé syrien, Abdel Aziz Jassem Al-Challal, chef de la police militaire, a quitté clandestinement la Syrie pour la Turquie le 26 décembre. (*Le Monde, AFP, Reuters, 28/12/2012*)

Dans un article cosigné dans le Monde, Fuat Keyman, Hany El Banna et Anthony Giddens révèlent le risque de la crise humanitaire en Syrie. Les auteurs indiquent que « la Turquie fournit maintenant des abris et une aide humanitaire à plus de 120 000 réfugiés syriens, dépensant plus de 300 millions de dollars (227,6 millions d'euros) (...); l'ONU signale maintenant que le nombre de personnes en Syrie nécessitant une aide humanitaire pourrait passer de 2,5 millions à 4 millions d'ici au début de l'année 2013 (...); la Croix-Rouge estime que la Turquie aurait besoin de plusieurs millions de dollars d'aide étrangère pour faire face. » « Nous croyons que la communauté internationale et les pays donateurs, particulièrement les pays du Golfe, doivent de toute urgence augmenter leur aide à la Turquie ainsi qu'à tous les pays voisins qui accueillent des réfugiés syriens. (...) Il est temps que le monde soutienne la Turquie et qu'elle reçoive l'aide de ses amis de la société civile internationale et des bailleurs de fonds, afin de fournir l'asile aux milliers d'autres Syriens qui attendent encore avant de fuir la guerre civile dans leur pays. » affirment-ils. (*Le Monde, 20/12/2012*)

Fabrice Weissman, représentant de Médecins sans frontières-France (MSF) qui a ouvert en juin un hôpital dans la région d'Idlib souligne que « sur les six derniers mois, il y a eu une augmentation importante du nombre de blessés du fait de la croissance exponentielle des combats et du nombre de morts (25 000 morts depuis juin seul). » Weissman a par ailleurs indiqué que 700 lits sont réservés en Turquie pour l'hospitalisation des patients syriens. (*Le Monde.fr, Hélène Sallon, 28/12/2012*)

### 3. Economie

#### Le PIB turc ralentit au troisième trimestre

« La croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) de la Turquie a ralenti au troisième trimestre, à 1,6%, selon des chiffres officiels inférieurs aux attentes publiés lundi par l'Institut turc des statistiques.

Les économistes interrogés par Reuters avaient en effet tablé sur une croissance annuelle de 2,6% pour le troisième trimestre. Malgré la bonne santé des exportations et les mesures prises par la banque centrale turque pour stimuler l'économie depuis le milieu de l'année, le ralentissement de la croissance était attendu en raison d'une baisse de la consommation intérieure.

Le ministre de l'Economie, Zafer Caglayan, a déclaré après la publication des chiffres que la banque centrale turque devait agir pour soutenir une croissance durable et stable. Il a ajouté que les exportations nettes avaient tiré la croissance au troisième trimestre avec une contribution de 3,4% à la croissance du PIB. » (*Le Figaro, Reuters, 10/12/2012*)

#### « E.ON mise sur la Turquie »

« Le groupe allemand E.ON poursuit son développement à l'international avec l'acquisition de 50% du groupe turc Enerjisa, ce qui lui permet de s'implanter dans un pays où l'activité économique en général et le secteur énergétique en particulier sont en très forte croissance. (...) Le groupe Enerjisa s'était fixé pour objectif de représenter 10% de la production énergétique de la Turquie d'ici 2020. (...)

E.ON avait annoncé la reprise de 50% des parts d'Enerjisa dans le cadre d'un échange d'actifs avec la compagnie autrichienne d'énergie hydraulique Verbund. Le montant des actifs échangés s'élève à plus de 1,5 milliard d'euros et le groupe autrichien touchera également un montant en numéraire de 300 millions d'euros (...) La consommation énergétique globale de la Turquie a augmenté de 9,2% 2011, ce qui constitue le taux de croissance le plus élevé d'Europe et d'Eurasie. » (*Le Figaro, Reuters, 04/12/2012*)

#### « La France perd du terrain en Turquie »

« La France perd inexorablement des positions en Turquie. Selon Ubifrance, l'agence pour le développement à l'international des entreprises françaises, la part de marché des produits nationaux vendus au-delà du Bosphore a chuté à 3,6 % sur les dix premiers mois de 2012, contre 5,2 % en 2006 et 3,8 % en 2011.

Les exportations françaises ont marqué le pas avec une hausse limitée à 3 % en 2012 contre 7,1 % en 2011. Globalement, les échanges commerciaux entre les deux pays se sont élevés à 9,5 milliards sur les neuf premiers mois de cette année, soit une infime hausse de 0,6 % par rapport à la même période de 2011, selon les chiffres fournis par Zenep Necipoglu, présidente de la chambre de commerce française en Turquie. "Il n'y a pas de sentiment anti-français dans ce résultat, assure Éric Fajole, directeur d'Ubifrance Turquie, le changement de méthode de remboursement des médicaments, le coup de frein à la consommation, et certaines barrières tarifaires et sanitaires ont gêné nos entreprises."

Pourtant, le refroidissement des relations diplomatiques entre les deux pays, qui s'est accru sous l'ère Sarkozy, n'aide pas les sociétés françaises, comme en ont témoigné de nombreux intervenants lors du quatrième séminaire annuel de l'institut de Bosphore, récemment à Istanbul. «Nos deux pays ont un véritable intérêt à se parler et doivent se comprendre», insiste Henri de Castries, coprésident du comité scientifique de ce «cercle de pensée» réunissant patrons et universitaires des deux pays. Le PDG d'Axa mise sur le «récent changement de leadership politique en France», pour y parvenir. » (*Le Figaro, Charles Gautier, Cyrille Lachèvre 13/12/2012*)



## 4. International

### La visite de Vladimir Poutine en Turquie

Le président russe Vladimir Poutine s'est rendu en Turquie le 3 décembre pour présider avec le premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan une réunion d'un conseil de coopération mis en place pour renforcer les relations bilatérales.

« "Les négociations porteront sur une série de questions internationales et régionales urgentes, dont la réconciliation au Proche-Orient, la situation dans la Bande de Gaza, la crise en Syrie, ainsi que sur la coopération" au sein des organisations internationales, a déclaré dans un communiqué le conseiller de M. Poutine pour les Affaires étrangères Iouri Ouchakov. » (*Le Parisien, Le Nouvel Observateur, AFP, 03/12/2012*)

« "La Russie et la Turquie ne peuvent trouver pour le moment une approche mutuelle sur les moyens de régler la situation en Syrie", a constaté M. Poutine, cité par l'agence de presse russe Itar-Tass, pendant un point de presse avec le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. (...) "Nous serons en contact avec la Turquie pour continuer à travailler ensemble sur les moyens de normaliser la situation en Syrie", a ajouté M. Poutine. » (*Le Parisien, Le Point.fr, AFP, 03/12/2012*)

Concernant la demande de la Turquie à l'OTAN de déployer des missiles Patriot le long de la frontière turco-syrienne, la Russie avait estimé que ceci ne contribuera pas à la paix régionale.

« "Si la Russie, qui a les cartes en main, affiche une position plus positive, cela pousserait l'Iran (grand allié de Damas, NDLR) à réexaminer à son tour la situation", espère le chef du gouvernement turc, Recep Tayyip Erdogan. » L'intensité des relations économique oblige les deux leaders politiques à chercher un compromis. « La Turquie est une pièce majeure dans le système de distribution du gaz russe vers l'Europe, notamment avec le gazoduc South Stream, dont la construction débutera le 7 décembre. Entre janvier et novembre 2012, le commerce bilatéral a progressé de 14 %, atteignant près de 20 milliards d'euros. » (*Le Figaro, Pierre Avril, 03/12/2012*)

## 5. Turquie

### Le procès de Pinar Selek - Régression sur les libertés d'expression

« Accusée il y a quatorze ans d'avoir posé une bombe qui n'existait pas - l'explosion était due à une fuite de gaz -, par trois fois acquittée, la sociologue turque Pinar Selek, 41 ans, est jugée une quatrième fois. Réfugiée à Strasbourg, elle n'assistera pas à la première audience du procès qui s'ouvre aujourd'hui devant cette 12e chambre d'Istanbul qui avait prononcé ses deux derniers acquittements, en 2008 et 2011. Elle risque jusqu'à trente-six ans de prison. (...) »

Le calvaire judiciaire de Pinar Selek a commencé en juillet 1998, peu après une explosion au bazar des épices, haut lieu touristique d'Istanbul, qui fait 7 morts. Abdulmecit Öztürk, un jeune militant du PKK, la guérilla indépendantiste kurde, est arrêté et, sous la torture, affirme avoir préparé la bombe avec Pinar Selek. Un nom apparemment soufflé par ses tortionnaires. Fille d'un célèbre avocat des droits de l'homme et petite-fille d'un des fondateurs du Parti communiste turc, Pinar Selek était dans le collimateur des autorités pour ses engagements et une thèse sur le militantisme kurde. » (*Libération, Marc Semo, 12/12/2012*)

« L'attentat étant en fait un accident, les charges contre Pinar Selek, accusée d'avoir "posé une bombe" qui n'a jamais existé, devraient en toute logique être abandonnées. Mais le procureur s'acharne. À deux reprises, en 2008 et 2011, un acquittement est pourtant prononcé. Le 22 novembre dernier, à la faveur

d'une absence du juge qui suit l'affaire, la 12e cour, qui avait reconnu par deux fois sa non-culpabilité, se dédit et annule sa décision - une impossibilité en droit. (...)

Pinar Selek bénéficie d'un puissant comité de soutien en France. Catherine Trautmann, parlementaire européenne, a envoyé une lettre au premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Le président de son université, Alain Beretz, a pris publiquement position en sa faveur. » (*Le Figaro*, Laure Marchand, 12/12/2012)

Le cas de Pinar Selek est emblématique de la régression des libertés en Turquie, sept ans après le début des négociations d'adhésion à l'Union européenne. Quelque 80 journalistes sont aujourd'hui derrière les barreaux, sous le coup d'une loi antiterroriste jugée liberticide par les Européens. (*Libération*, Marc Semo, 12/12/2012)

« La Turquie détient plus de journalistes en prison que n'importe quel autre pays dans le monde, suivie par l'Iran et la Chine, a affirmé mardi 11 décembre le Comité de protection des journalistes (CPJ), dont le siège est aux Etats-Unis. Le nombre de journalistes emprisonnés, notamment pour "terrorisme" et autres crimes contre l'Etat, a atteint un pic cette année, a ajouté l'ONG new-yorkaise. » (*Le Monde.fr*, 11/12/2012)

## 6. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Décembre 2012)

### Challenges

### Les Echos

### Le Figaro

Charles Gautier  
Cyrille Lachèvre  
Pierre Avril  
Laure Marchand

### Le Monde

Jean-Pierre Stroobants  
Guillaume Perrier  
Natalie Nougayrède  
Hélène Sallon

### Le Nouvel Observateur

### Le Point

### Le Parisien

### Libération

Marc Semo

### Lemoci.com

Francetv.fr